

Grandvillars : un ministre, deux fleurons industriels, et l'inquiétude pour la sous-traitance automobile

Lisi Automotive et Selectarc étaient au menu de l'après-midi de la visite de Sébastien Martin, ministre délégué à l'Industrie dans le territoire de Belfort. Les élus CGT ont demandé à rencontrer le ministre pour évoquer la fermeture d'une usine de Lisi dans le Val d'Oise.

1,79 milliard de chiffre d'affaires, plus de 10 000 salariés et 42 sites de production répartis dans treize pays : tels sont les chiffres-clés du groupe Lisi présentés vendredi au ministre délégué à l'Industrie.

Après sa matinée consacrée à Alstom ([lire notre article](#)), Sébastien Martin, a poursuivi son séjour dans le Territoire de Belfort à Grandvillars, chez Lisi et Selectarc, où il a été accueilli par **Emmanuel Viellard**, directeur général de Lisi. Au programme initial de l'après-midi, la visite des ateliers de Lisi, de Selectarc et du centre de formation du groupe Lisi, LKI. La visite des ateliers s'est faite au pas de charge et le passage au centre de formation n'a pas eu lieu, en raison, semble-t-il d'un changement de planning du ministre.

Reste que celui-ci, visiblement venu dans le Territoire de Belfort pour louer l'industrie française, a visité deux fleurons de l'industrie non seulement territoraine, mais aussi nationale. Lisi intervient dans le spatial, avec Lisi Aérospace qui conçoit et produit des systèmes d'assemblage, de raccords hydrauliques, et des composants de structure de haute technologie. Lisi Automotive conçoit des solutions d'assemblage (vis, attaches, fixations, composants de sièges, etc.) pour l'automobile.

Selectarc se présente comme l'unique fabricant français de métaux d'apport de soudage et de brasage, avec 140 salariés dans le monde, dont 110 en France. L'entreprise annonce 47 millions de chiffre d'affaires en France en 2024. **Framatome est entré au capital de Sélectarc en juin 2025, à hauteur de 40% ([lire notre article](#)).**

Ian Boucard, député, et Christian Rayot, président de la communauté de communes du Sud Territoire, ont pu mettre en avant l'investissement de 30 millions d'euros dans le foncier-bâti pour la rénovation des locaux qui abritent Lisi. Propriété de la communauté de commune, ils sont loués par Lisi, avec un loyer calibré pour couvrir le remboursement d'emprunt de la communauté de commune pour le prise en charge de ce bâtiment.



Lisi Automotive dans la tourmente de la sous-traitance automobile

Seule ombre au tableau de la journée du ministre : l'inquiétude syndicale suite à l'annonce de la fermeture d'une usine de Lisi dans le Val d'Oise. Lisi a en effet annoncé la fermeture de son usine de pièces automobiles de Puiseux-Pontoise, ce qui entraînera la suppression de 135 postes, pour délocaliser la production en Allemagne et au Maroc, a confirmé à l'AFP le lundi 26 janvier la direction.

Ce site, l'une de ses cinq usines françaises de pièces automobiles, fabriquait des fixations en plastique et en métal. Sur les 153 CDI, 135 postes seront supprimés et 18 emplois de commerciaux transférés sur un site à Saint-Ouen, à une dizaine de kilomètres, a expliqué Vincent Quinaux, directeur général de Business Group Solutions Clippées, branche de Lisi Automotive qui chapeaute l'usine.

Le groupe Lisi a fait valoir que le site « *perdait plusieurs millions d'euros par an depuis 2020, car il n'était pas compétitif* », avec « *un écart de prix à 20 à 25 % sur la concurrence en Turquie, Inde ou Chine* ». Auprès de ses clients comme Renault, Stellantis ou Mercedes, le site n'était pas parvenu à décrocher de marchés pour les nouveaux modèles automobiles et tournait sur la production d'anciens modèles.

« *Le marché automobile européen est durablement impacté depuis 2020, et sous pression, les constructeurs font pression pour baisser les prix sur toute la chaîne de production* », a commenté Vincent Quinaux, « *donc soit on baisse nos prix, soit on perd des marchés* ». Lisi envisage aussi de faire une activité de négoce, en achetant des pièces en Asie pour les revendre en Europe. Quant au prochain règlement européen sur un pourcentage de « *contenu local* » dans les voitures électriques, attendu pour fin février, « *il arrive un peu tard* », a-t-il commenté.

La menace de la concurrence internationale

Le groupe assure qu'il proposera à ses salariés des reclassements internes sur ses autres sites, notamment dans la branche aérospatiale, mais ils se trouvent dans d'autres régions, vers Bordeaux, Toulouse et Bar-sur-Aube.

Deux élus de la CGT du site de Delle de Lisi Automotive ont donc demandé à être reçus par le ministre pour lui dire leur inquiétude, car selon eux, le site de Delle est lui aussi « *dans le négatif, depuis cinq ans* ». Et sont inquiets quant à sa pérennité.

La fermeture du site de Lisi est la seconde fermeture annoncée en janvier dans le secteur de la sous-traitance automobile, avec celle d'une usine de Bosch France dans l'Allier, de 265 salariés. Le secteur de la sous-traitance automobile est en difficulté actuellement, **en raison notamment de la baisse des ventes.**

Dans une récente étude pour l'Association européenne des équipementiers européens (CLEPA), le cabinet Roland Berger a averti que le secteur pourrait perdre 23% de valeur ajoutée d'ici à 2030 et 300 000 à 350 000 emplois, sur 1,8 million au total, si l'UE ne protège pas le secteur de la concurrence internationale, en raison d'un écart de coût de 25 % à 30 % face notamment à la Chine.